

Togo or not to go

[Thomas HOFNUNG](#) - 16 mars 2005

PORTRAIT

Ce n'est pas la dernière blague d'oncle Kofi, qui avait reçu le prix de l'humour politique, il y a quelques années, pour celle-ci : «Je suis un Breton d'après la marée noire.» Kofi Yamgnane, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires sociales et à l'Intégration dans les gouvernements d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy, Breton par accident, est candidat à l'élection présidentielle au Togo, son «pays d'origine». «Cela fait longtemps que je réfléchis à tout ça», jure l'homme aux cheveux grisonnants. Ce qui ne l'a pas empêché de se taire sous le long règne d'Eyadéma. Le doyen des chefs d'Etat africains est décédé le 5 février, après trente-huit ans d'un règne brutal auquel la France de droite comme de gauche n'a rien trouvé à redire. La course à la succession est ouverte, et le socialiste franco-togolais se prend à rêver d'un destin politique à Lomé. Peut-être une façon de se réconcilier avec lui-même, de racheter la culpabilité de celui qui a quitté les siens.

Le poids de la dette ne pèse pas que sur les finances des pays du tiers-monde. Durant toutes ces années où il a gravi les marches du pouvoir en France, Kofi Yamgnane dit n'avoir jamais oublié «son» Togo. Ses parents, de modestes paysans du nord-ouest du pays, y résident toujours, tout comme ses frères. Naturalisé français à 30 ans, il n'a pas voulu renoncer à sa nationalité togolaise. Ingénieur, il a bâti des ponts aux quatre coins de sa Bretagne d'adoption sans jamais cesser d'aider son pays natal, en finançant la construction de puits et en distribuant des milliers de livres collectés, de Perros-Guirec à Carnac. «Mais seule la politique peut permettre de changer les choses en profondeur», dit-il. La politique, il en a peut-être fait un peu le tour en France, même s'il s'en défend. Vice-président du conseil général du Finistère, il se plaît à souligner qu'il gère un budget «quatre fois supérieur à celui du Togo». Mais il est loin le temps où les journalistes américains venaient l'interviewer à la mairie de Saint-Coulitz, pour comprendre comment un Noir avait pu être élu exclusivement par des Blancs... En 2002, il a perdu son siège de député.

Dans les années 90, Kofi Yamgnane était un symbole à lui tout seul : celui de la réussite de l'intégration à la française. Bien avant la génération «bénie» des Zidane-Thuram. «Aujourd'hui, il n'y a plus de place pour un nouveau Kofi Yamgnane. On a régressé : les jeunes n'en sont plus à demander l'intégration, mais l'égalité des chances.» Et bien avant le retour de bâton nommé Dieudonné. «La mentalité des Africains, confie-t-il, pas politiquement correct pour un sou, c'est de dire : on nous doit !» La traite négrière, la colonisation, les travaux forcés, l'enrôlement dans les guerres de la République française : le passif et les non-dit pèsent de plus en plus lourd entre l'ancienne puissance coloniale et les Africains, ici et là-bas... «Mais ce n'est pas en minorant la souffrance des Juifs que nous allons faire avancer notre cause», juge-t-il.

Dans sa soixantième année, Kofi Yamgnane se campe en sauveur d'un pays jadis surnommé «la Suisse de l'Afrique de l'Ouest», aujourd'hui en pleine décrépitude. Par sens du devoir, explique celui qui a publié en 1992 un ouvrage au titre programmatique Droits, devoirs et crocodiles. Le crocodile, l'animal fétiche de son ethnie, les Bassars, il lui doit son destin. Enfant, il est repéré par un missionnaire blanc qui veut l'emmener dans son école. Méfiant, le père du jeune Kofi, né en 1945, amène son fils au bord de la rivière, avec un poulet qu'il précipite dans l'eau. Le crocodile accepte l'offrande, Kofi pourra donc aller à «l'école des Blancs». Plutôt doué, il obtient une bourse en 1964 pour étudier en Bretagne. «Une chance de pouvoir poursuivre mes études ! Mais quand je suis arrivé dans ce pays pluvieux, où les gens marchaient en regardant le bout de leurs chaussures, ce fut un calvaire.» Tout change quand il rencontre une prof bretonne, Anne-Marie, qu'il épouse et avec qui il a eu deux enfants, une fille, gynécologue à l'hôpital Necker, à Paris, puis un fils, qui a fondé sa boîte d'informatique. «J'ai servi la France qui m'a formé, dit-il. Aujourd'hui, je dois à l'Afrique.»

La mort inopinée du «Baobab» l'a décidé à sauter le pas. «Quand les généraux ont confié le pouvoir à son fils, Faure Gnassingbé, j'ai vu rouge!» Le quarteron a très mal pris son coup de sang. «Les Blancs t'ont lavé le cerveau. Ne te mêle pas de cela!» lui a conseillé l'un des galonnés de Lomé. Pas le genre de la maison. Même si sa candidature risque d'être rejetée, la Constitution amendée en 2002 stipulant qu'il faut résider au moins depuis douze mois au Togo pour pouvoir se présenter. Pendant que son fils prépare les visuels de la campagne, Kofi Yamgnane mobilise ses réseaux franco-africains pour tenter d'obtenir le droit de concourir. A Paris, il enchaîne les rendez-vous avec ses amis socialistes Laurent (Fabius), François (Hollande) ou encore Pierre (Joxe), qui lui demandent tous ce qu'il va faire «dans cette galère». Lorsqu'il a annoncé sa candidature, l'ancien secrétaire d'Etat a écrit aux dirigeants des partis politiques français. Un seul lui a répondu, Nicolas Sarkozy. «Mais il a confondu le Togo avec le Congo!»

Sur place, ses parents s'inquiètent. La politique en Afrique est une affaire dangereuse, souvent une question de vie ou de mort. «Il suffisait de prononcer le nom d'Eyadéma pour que les gens soient terrorisés», rappelle Kofi Yamgnane. Déjà, lorsqu'il avait été élu maire, ils n'avaient pas compris : «Tu es trop jeune pour être chef de village, tu dois céder ta place», lui avaient-ils intimé. Bien sûr, il leur a désobéi. Au Togo, sa candidature est loin de faire l'unanimité. Certains le qualifient de «cheval de Troie» de la France, ou de Jacques Chirac. Ce qui en dit long sur le degré de suspicion, voire l'hostilité, dans laquelle nombre de Togolais tiennent l'ancien «grand frère» qui a jusqu'au bout soutenu Eyadéma. «Ils se lèvent chaque matin en se demandant quel mauvais tour va leur jouer la France», s'inquiète-t-il. L'opposition, qui veut présenter un candidat unique, désapprouve son éventuelle entrée en lice, qui pourrait brouiller les cartes. Mais Kofi Yamgnane se dit encouragé par les messages de soutien qu'il reçoit sur son site baptisé Sursaut Togo. «Certains me disent qu'on m'a prêté à la France et qu'il est temps de revenir chez moi.»

Déjà en campagne électorale, il prend des accents churchilliens : «Je n'ai que de la sueur et des larmes à proposer aux Togolais.» Il voudrait agir pour sortir le pays du naufrage économique et chasser le risque de guerre civile. Retrousser les manches, voilà l'unique programme de celui qui se souvient de l'enfant auquel son frère aîné avait dit : «Il paraît que tu gages bien à l'école. Restes-y jusqu'à ce que tu aies percé le secret des Blancs.»

Plus tard, il le lui livrera : «Leur secret, c'est le travail ! Ils mettent même des phares à leurs tracteurs pour moissonner la nuit!»

photo EDOUARD CAUPEIL

Kofi Yamgnane en 8 dates

1945: Naissance à Bassar (nord-ouest du Togo).

1964: Arrivée à Brest en classe de maths sup.

1969: Naissance de sa fille Amina.

1975: Naturalisé français, naissance de son fils Kwame.

1983: Adhère au PS.

1989: Maire de Saint-Coulitz (Finistère).

1991-1993: Secrétaire d'Etat.

2005: Se déclare candidat à la présidentielle au Togo.

HOFNUNG Thomas